



Termes de référence pour l'évaluation finale externe du projet « Appui aux systèmes de surveillance maritime et de contrôle de l'application des mesures de conservation dans le Parc National du Banc d'Arguin (PNBA) et dans les autres Aires Marines Protégées (AMP) d'Afrique de l'Ouest » - Projet « SurMer »

PROGRAMME B

Version finale - février 2014

1. Présentation du projet « Surmer » et de ses objectifs

La Fondation Internationale du Banc d'Arguin (FIBA - <http://www.lafiba.org>) et le Parc National du Banc d'Arguin (PNBA - <http://www.pnba.mr/pnba>) œuvrent ensemble depuis 1986 pour assurer la conservation et la gestion durable des ressources marines du Golfe d'Arguin, en Mauritanie. Le projet « Surmer » est pleinement inscrit dans cette démarche et s'est justifié par l'importance de la surveillance maritime, tant pour la conservation des ressources et de la biodiversité du Parc que pour la durabilité des revenus et bénéfices de la population résidente, et par l'impérative nécessité de maintenir et de consolider les acquis dans ce domaine. »

Dans le domaine de la surveillance maritime, le PNBA annonce des résultats globalement positifs depuis presque 15 ans. Le système mis en place au long des dernières années est basé sur le maintien opérationnel de trois unités (Sud – Centre – Nord) composées de vedettes rapides de petite taille, entre 18 et 21 pieds avec des équipages qui intègrent à la surveillance les agents du PNBA, les populations locales et les services de l'Etat spécialisés sur le contrôle de la pêche, en particulier de la Délégation à la Surveillance des Pêches et au Contrôle en Mer (DSPCM) du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime actuellement « Garde-Côte Mauritaniens » (GCM). Le système en place a donné des résultats tangibles prouvés, avec notamment la baisse du nombre de pirogues arraisonnées malgré l'augmentation de l'effort de surveillance en mer et l'éradication de la pêche industrielle. En 2009, il était constaté que le système de surveillance et contrôle du PNBA méritait d'être amélioré, tant du point de vue opérationnel qu'organisationnel et matériel, en prenant en compte un certain nombre d'enjeux importants, notamment :

- le fait que l'accès à la ressource reste encore très mal contrôlé et que la surveillance a un impact faible sur les pratiques des pêcheurs Imraguen, l'effort de contrôle portant essentiellement sur les intrusions de pêcheurs de l'extérieur, et non sur les pratiques des pêcheurs résidents (Failler et Dème 2009) ;
- le déplacement de l'effort de pêche vers les fonds du nord du Parc, avec le report d'effort des pêcheries de sélaciens vers des espèces de poissons ou d'autres sélaciens dans la zone nord (Failler et Dème 2009) ;
- l'intensification de la pêche artisanale et côtière à partir de Nouadhibou d'une part et des villages et implantations au sud du Parc d'autre part (Failler et Dème 2009) ;
- en conséquence, la nécessité de maîtriser la pression de pêche de l'extérieur qui reste très forte et tend à s'accroître (Grovel 2009) ;
- la réémergence des formes de dépendances anciennes qui de sociales sont devenues économiques entre les pêcheurs et les mareyeurs, avec notamment l'endettement des pêcheurs et des petits armateurs, nécessitant de repenser en profondeur la place de la pêche dans la logique de conservation du Parc (Failler et Dème 2009) ;
- une absence de réelle participation des populations résidentes, sans véritable partage de la responsabilité de la gestion des ressources, et donc l'urgence de la mise en place d'un mécanisme

de partage des responsabilités entre les parties prenantes et une modification des modes de représentativité (Chatelain 2007, Failler et Dème 2009, Grovel 2009) ;

- la nécessité de restaurer des relations saines entre populations résidentes et agents du PNBA et de renforcer le rôle des collectivités (Commune, Wilaya) et de la société civile dans les relations entre le PNBA et les populations (au niveau des instances décisionnelles et de gestion) ainsi que dans le type de partenariat établi (accompagnement), ce qui implique le besoin d'améliorer la représentativité des instances de concertation dans les villages et des différents groupes d'intérêt (Chatelain 2007) ;
- l'opportunité d'accroître l'efficacité et l'efficience du système de surveillance en le rendant plus flexible et en renforçant les partenariats et les implications d'autres institutions nationales, tout particulièrement le Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime (Direction des Pêches Artisanales), dans le cadre d'une « politique territoriale responsable » (Grovel)
- l'urgence d'une attention portée à plus d'efficience dans le fonctionnement du système de surveillance, avec notamment un meilleur entretien du matériel et le remplacement d'équipements vétustes (tout particulièrement les radars de la DSPCM).

Le projet « Surmer » a été conçu sur la base des enseignements passés et des priorités d'intervention définies dans le Plan de gestion du PNBA 2010-2014, suivant le principe d'un appui dégressif à la surveillance maritime dans le PNBA devant s'achever fin 2014, d'autres bailleurs et sources de financement étant censés prendre le relais¹.

L'objectif global de ce projet est **d'appuyer la consolidation du système de surveillance et de contrôle maritime du PNBA et des autres AMP du réseau RAMPAO**. Les 3 résultats attendus du projet sont :

- **Résultat 1 :** Le renforcement du dispositif de contrôle et de surveillance maritime du PNBA
- **Résultat 2 :** Le renforcement de la participation des acteurs du territoire dans les dispositifs de surveillance et de contrôle du Parc
- **Résultat 3 :** Le renforcement des capacités de surveillance maritime des AMP du réseau RAMPAO à travers la capitalisation de l'expérience du PNBA

Le maître d'œuvre du projet est le PNBA qui assure la gestion quotidienne, administrative et financière du projet, et la FIBA qui intervient en tant que promoteur et maître d'ouvrage. Le PNBA et la FIBA assurent conjointement la planification générale (plans de travaux annuels) et le suivi du projet.

Un Comité de Pilotage (CP) a été constitué et il se réunit annuellement. Il est composé de personnes du PNBA, de la FIBA et de personnes extérieures (DSPCM, conseiller GIZ au PNBA etc.). Les fonctions du CP sont de valider les rapports technique et financier annuels, approuver le plan de travail annuel budgétisé et de valider au besoin au cours de l'année les réorientations techniques et financières.

2. Contexte de l'évaluation, objectifs et questionnements évaluatifs

Le projet « SurMer » est mis en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2010 et sera clôturé au 31 décembre 2014. Dans la perspective de cette clôture de projet, il est prévu de mener une évaluation finale externe.

La mission décrite dans les présents termes de référence concerne l'évaluation externe finale du projet « Surmer ». Elle a pour objet de porter un jugement d'ensemble sur la mise en œuvre du projet « Surmer » et ses impacts en appréciant la pertinence des activités du projet, des objectifs fixés et des changements espérés, en déterminant l'efficience et l'efficacité de la mise en œuvre du projet et en mesurant le niveau de réalisation des objectifs et l'ampleur et la durabilité de leurs impacts.

¹ Dans le cadre de la conception du projet « Surmer », il a notamment été prévu que le fonds fiduciaire BACoMaB créé en 2009, avec l'appui de la FIBA et de la GIZ, soit une des sources de financements pérennes qui prenne le relais, après 2014, des financements destinés à la surveillance maritime provenant du projet « Surmer ».

L'évaluation devra fournir des avis objectifs, mesurables et donner des conseils pratiques et utiles, et dégager des enseignements concrets destinés à améliorer les actions, la planification et les décisions futures sur la surveillance maritime, le respect des textes légaux et l'application des règles accordées dans le cadre de gouvernance partagée adopté au PNBA. Elle devra :

- 1) Analyser rapide de la conception du projet, en étudiant la cohérence et la pertinence des objectifs et des résultats fixés, de la stratégie de mise en œuvre proposée, et des changements espérés identifiés.
- 2) Analyser la gouvernance du projet, ainsi que les points négatifs et positifs du montage institutionnel.
- 3) Analyser le système de suivi évaluation mis en place par le projet (collecte des données, indicateurs de performance définis et reporting).
- 4) Analyser les forces, les faiblesses et les contraintes dans la mise en œuvre du projet.
- 5) Analyser les raisons des succès et/ou des échecs ainsi que la pertinence des activités mises en œuvre et leurs contributions à l'atteinte des résultats.
- 6) Evaluer le niveau de réalisation des objectifs et le degré d'atteinte des résultats escomptés.
- 7) Evaluer le niveau d'atteinte des changements espérés et les impacts du projet, en précisant également si d'autres changements et impacts sont observés.
- 8) Analyser la pérennisation/durabilité des résultats et impacts atteints
- 9) Evaluer les capacités des structures organisationnelles existantes à pouvoir assurer la relève après le repli du projet.
- 10) Identifier et présenter les leçons et enseignements qui peuvent être dégagés se rapportant à la conception du projet, sa mise en œuvre et sa gestion.
- 11) Proposer des recommandations pour la consolidation des résultats obtenus, l'atteinte des résultats non-atteints dans le cadre du projet et plus globalement pour la pérennité du système de surveillance.

En plus des aspects classiques liés à l'évaluation finale d'un projet présentés ci-dessus, la présente évaluation devra porter un regard attentif sur les points suivants :

- Efficacité et Efficience du système de surveillance
Le projet « Surmer » a-t-il contribué à mettre en place un système de surveillance qui assure un meilleur respect des textes légaux et des règles d'utilisation des ressources ? Est-ce que le projet a contribué à améliorer les pratiques des pêcheurs Imraguen ? L'effort de contrôle sur les pêcheurs imraguen a-t-il évolué ? L'effort de surveillance a-t-il évolué et permet-il de maîtriser la pression de pêche extérieure aux limites du parc ? L'efficience dans le fonctionnement du système de surveillance a-t-elle été améliorée avec notamment l'amélioration des compétences des équipages, un meilleur entretien du matériel et le remplacement d'équipements vétustes.
- Pérennisation d'un système de surveillance maritime
Les compétences disponibles suffisent-elles pour assurer la continuité ? Le mode de gestion et gouvernance est-il approprié et peut-il être pérennisé ? Est-ce que des sources de financement pérennes ont été identifiées et mises en place ? Sont-elles opérationnelles pour prendre le relais après la clôture du projet Surmer ?
- Gestion participative de la surveillance maritime
En préambule de cette section, il est demandé de regarder les relations et le « jeu de pouvoir » au sein de la population locale entre les différents acteurs de la pêche (pêcheurs et équipage des lanches, mareyeurs, femmes transformatrices, membre de la communauté participant à la surveillance maritime etc.) concernant l'accès et la gestion des ressources halieutiques.
Ensuite, il est demandé d'étudier si des mécanismes de collaboration et d'échange d'information PNBA, Gardes Côtes, communautés imraguen sont en place et à quel point contribuent-ils à l'efficacité et à l'efficience du système de surveillance maritime. Le projet « Surmer » a-t-il permis une implication plus forte des parties prenantes et une meilleure maîtrise des rôles de chaque acteur ? Le projet a-t-il contribué à restaurer des relations saines entre populations résidentes et agents du PNBA ? Le rôle des collectivités (Commune, Wilaya) et de la société civile dans les

relations entre le PNBA et les populations (au niveau des instances décisionnelles et de gestion) a-t-il été renforcé ? A-t-il été mis en place un mécanisme de partage des responsabilités entre les parties prenantes et une modification des modes de représentativité dans les instances de concertation dans les villages ?

- **Renforcement des capacités des agents du Parc**

Evaluer les contributions du projet « Surmer » au développement des capacités et des compétences en surveillance maritime et en gestion participative. Faire un rapide bilan des capacités et compétences dont le renforcement doit être poursuivi.

- **Renforcement des capacités de surveillance maritime des AMP du réseau RAMP AO**

Evaluer la capitalisation de l'expérience du PNBA dans le domaine de la surveillance maritime et sa valorisation pour le renforcement de la surveillance dans la sous-région. Evaluer la participation du PNBA, en collaboration avec le Programme A de la FIBA, au renforcement des systèmes de surveillance maritime des AMP du RAMP AO.

3. Modalités de mise en œuvre : activités, documents à produire et rémunération

La méthodologie retenue devra être participative et prendre en compte les éventuels points de vue divergents entre acteurs. La mission sera conduite en Mauritanie, à Nouakchott, Nouadhibou et au Parc National du Banc d'Arguin.

Le calendrier prévisionnel de la mission s'étend de mars à juillet 2014, avec remise du rapport provisoire pour juin 2014 et du rapport définitif pour le juillet 2014, pour une prestation maximale de 24 jours. Les dates des visites de terrain seront à confirmer en fonction des disponibilités des évaluateurs et des partenaires.

Le tableau estimatif ci-dessous résume les principales activités à réaliser, les documents à produire, les dates de soumission et la proposition de calendrier et d'effort.

Phase	Activité à réaliser	Nombre de jours		Documents à produire
		Evaluateur Principal (16 jours)	Evaluateur GP (8 jours)	Type de documents
Phase 1 : Préparation	Etudes des documents de référence et préparation des visites de terrain	2 jours	1 jour	Calendrier de la mission de terrain avec les réunions et consultations nécessaires organisées
Phase 2 : Visites de terrain	Nouakchott - Réunion de briefing avec le PNBA et la FIBA	8 jours	5 jours	Un court rapport de mission à destination de la FIBA et du PNBA Une présentation (verbale) des principales conclusions de l'évaluation
	Visite PNBA			
	Visite/rencontre autres partenaires du projet à Nouakchott et Nouadhibou (GIZ, GCM etc.)			
	Réunion de débriefing à Nouakchott avec l'équipe du projet et la FIBA			
Phase 3: Rédaction du rapport provisoire	Rédaction d'un rapport provisoire d'évaluation ayant vocation à être diffusé à la FIBA, au PNBA et aux partenaires des projets	5 jours	3 jours	Un rapport provisoire d'évaluation
Phase 4 : Finalisation du rapport d'évaluation	Prise en compte des commentaires reçus de la FIBA, PNBA et des partenaires pour une finalisation du rapport d'évaluation	1/2 jour	-	Un rapport d'évaluation définitif
	Elaboration d'une synthèse évaluative présentant les principaux résultats, conclusions et recommandations	1/2 jour	-	Une synthèse évaluative (3 pages max.) en français

4. Qualification de l'équipe d'évaluation

L'évaluation sera conduite par une équipe de deux (2) consultants internationaux, sous-régionaux ou nationaux.

Un évaluateur en gestion d'aires marines protégées (Evaluateur Principal) dont les compétences/expériences devront être les suivantes :

- Expérience significative (au minimum 7 ans d'expérience professionnelle) dans la réalisation et rédaction d'évaluation de projets de conservation ;
- Expérience en gestion d'aire marine protégée ou dans la mise en place / supervision d'un système de surveillance maritime ou mise en application / maintien de réglementation en milieu maritime (préférentiellement) ou terrestre ;
- Bonnes connaissances de la région Afrique de l'Ouest ;
- Excellentes aptitudes à la communication écrite et d'analyse ; Excellente capacité à être pragmatique et synthétique ; Bonnes compétences en communication et capacité à mener des entretiens et faciliter les discussions ;
- Parfaite maîtrise du français (oral et écrit).

Un évaluateur en gestion participative / animation communautaire (Evaluateur GP) dont les compétences/expériences devront être les suivantes :

- Expérience dans la réalisation et rédaction d'évaluation de projets ayant une composante d'animation communautaire ou gestion participative des ressources naturelles ou d'un territoire ;
- Expérience d'au moins 3 ans dans le domaine de la gestion participative dans une aire protégée ;
- Bonnes connaissances de la région Afrique de l'Ouest ; Expérience de travail en Mauritanie ;
- Excellentes aptitudes à la communication écrite et d'analyse ; Bonnes compétences en communication et capacité à mener des entretiens et faciliter les discussions ;
- Parfaite maîtrise du français (oral et écrit).

5. Soutien logistique et autre

La FIBA et le PNBA fourniront tous les documents techniques nécessaires disponibles à l'équipe d'évaluation avant le début de sa mission. La FIBA et le PNBA se chargeront de préparer le calendrier de la mission de terrain, de fixer les rendez-vous avec les personnes/institutions retenues par les consultants et d'organiser leurs déplacements dans le cadre de cette évaluation.

6. Principaux documents de référence

- Document du projet Surmer
- Rapports annuels techniques et financiers entre 2010 et 2013
- PV des réunions du Comité de Pilotage du projet
- Plans d'action-programmations annuelles
- Rapports annuels de la surveillance maritime produits conjointement par la FIBA et la DSCPM
- Compte-rendu des réunions de planification de la surveillance maritime
- Compte-rendu des missions de surveillance (PNBA/DSPCM) et rapports des chefs de secteurs
- « *Analyse du système de surveillance du territoire maritime du Parc National du Banc d'Arguin et proposition d'une stratégie à moyen terme de renforcement de ce dispositif en l'adaptant aux évolutions en cours et à venir* » - Aires Protégées Expertise et Formation, 2012
- Rapport et PV des réunions tenues avec les villageois et autres partenaires tenues dans le cadre de la gestion participative ; PV/Compte-Rendu de la Commission de Transaction

- PV des réunions des ateliers de pêche réalisés entre 2010 et 2013 ; PV des ateliers de concertations réalisés entre 2010 et 2013
- Rapport des missions dans le cadre de la réalisation du R3
- Rapports/Compte-rendu des formations organisées par le projet
- DVD « Le Parc National du Banc d'Arguin : un système de surveillance hors norme » et « surveiller pour protéger : ensemble donnons un avenir à la pêche » et autres outils de communication produits dans le cadre du projet.

7. Proposition technique et financière

Les candidats intéressés collectivement, par cette consultation devront présenter les éléments suivants:

- Une note de compréhension des objectifs et des enjeux de l'évaluation (maximum 1 page);
- Une note présentant la méthodologie de l'évaluation (3 pages maximum) avec un calendrier de réalisation et une proposition de la répartition des tâches entre les deux (2) experts;
- Une proposition financière incluant les frais de déplacements internationaux (*il n'est pas demandé de fournir de budget pour les missions de terrain sur le Parc dont l'organisation et le financement seront pris directement en charge par la FIBA avec l'appui du PNBA*);
- Le CV de chaque expert avec trois (3) références.

Le dossier complet devra être soumis par email **au plus tard le 21 mars 2014** à :

Nathalie Cadot, Chargée Suivi & Evaluation de la FIBA, cadot@lafiba.org

Ahmedou Ouldhamadi, Responsable de la surveillance maritime au PNBA ahmedou.ouldhamadi@yahoo.fr